

## CONFERENCE DE ST ROMAIN SUR LES TRAITES INTERNATIONAUX

Vendredi 9 octobre 2015

### Intervention de Jean-Paul Lecoq

Je veux tout d'abord vous dire le plaisir qui est le mien, d'être ici avec vous ce soir et, croyez moi, ce n'est pas une simple politesse car j'ai grand plaisir à pouvoir débattre. J'ai soif de débat.

#### Débattre...

Le débat est le propre de toute société démocratique. Je pense que nombre de citoyens le recherchent et l'apprécient. Pourtant, les espaces de débat tendent dangereusement à se restreindre dans notre pays.

On ne débat plus, on nous pousse à consommer l'information ou on transforme le débat en show, en spectacle. Cette culture du zapping où l'actu chasse l'actu est pourtant structurée insidieusement par ceux qui détiennent le pouvoir médiatique ou ceux qui, par leur position dominante, ont accès libre aux médias. Il est structuré autour d'idées simplistes et perfides, de concepts qu'il convient d'inoculer, d'infuser voir de matraquer pour qu'ils gagnent les esprits du plus grand nombre.

La force acquise par les réseaux sociaux fait le reste pour propager cette pensée prétendue unique dont la vocation est de conditionner les citoyens en obstruant leur faculté à réfléchir, à penser, à confronter leurs idées, à se forger leurs propres opinions.

Je remercie le réseau Eco'Choix qui, avec bien d'autres, reviennent aux sources et permettent de regagner le chemin du débat.

#### Introduction de l'intervention...

Pour le thème ô combien important et stratégique qui nous occupe ce soir, je ne reviendrais pas sur ce que Sylvie a développé, je partage pleinement les dangers, démocratiquement et humainement nocifs, représentés par les traités internationaux, dès lors qu'ils sont guidés par la volonté d'une caste de privilégiés à imposer leurs propres lois, leur propre vision aux autres, aux seuls fins de servir leurs propres intérêts.

Et, dans ce domaine, le traité transatlantique TAFTA s'apprête à battre des records absolus. Jamais un traité international n'avait encore porté en lui un tel dessein d'asservissement à un modèle économique : le libéralisme.

Car c'est bien de cela dont il s'agit. Imposer à l'Europe, à la France, la conception libérale, les logiques libérales développées outre-Atlantique jusqu'à leur donner force de loi et donc priorité sur les législations et les cultures nationales. Par ce traité, un Etat, une commune pourrait se voir assigner en justice par une multinationale au prétexte que le pouvoir public viendrait contrarier la liberté de s'enrichir.

Et, si ce traité se négocie dans le plus grand secret c'est bien parce que l'enjeu est de taille. Il vise à bouleverser en profondeur tout ce qui fonde l'Etat Nation, l'Etat Protection, l'Etat

Régulation pour consacrer le règne du libéralisme, c'est-à-dire la primauté conférée à la liberté individuelle sur toutes les libertés collectives, au droit individuel sur le droit collectif.

Je souhaite par conséquent concentrer mon propos sur cette logique libérale qui se cache derrière et qui alimente le TAFTA comme bon nombre de traités, à commencer par tous les traités européens depuis des décennies.

Car ne nous y trompons pas, le libéralisme est, et a toujours été, avant tout une doctrine politique, une philosophie et pas seulement un modèle économique.

### **La liberté confisquée, l'histoire du Libéralisme...**

Si la liberté semble demeurer la valeur porte drapeau inspirant, animant ou justifiant les politiques des pays occidentaux depuis la seconde guerre mondiale, la notion de « monde libre » étant portée et diffusée allègrement sur toute la planète à l'initiative des vieilles démocraties européennes et des Etats-Unis en opposition avec les régimes totalitaires, il est utile de s'arrêter tout d'abord un instant sur ce que recouvre cette valeur. La liberté des uns étant loin de signifier la liberté pour tous.

Littéralement, la liberté est l'état d'une personne ou d'un peuple qui ne subit pas de contraintes, de soumissions, de servitudes exercées par une autre personne, par un pouvoir tyrannique ou par une puissance étrangère. C'est aussi l'état d'une personne qui n'est ni prisonnière ni sous la dépendance de quelqu'un.

Si le libéralisme s'arrêtait à promouvoir la liberté telle qu'elle est ainsi définie, nous serions tous des libéraux ! Et d'ailleurs, à l'aube de la Révolution Française, les libéraux figuraient dans les rangs des révolutionnaires par leur opposition au régime monarchique.

Sauf que et c'est bien là le problème, dès lors que la liberté des uns s'envisage à titre individuel en dehors de tout cadre collectif, elle entraîne inéluctablement l'asservissement, l'exploitation, la domination donc la privation de la liberté des autres, sous une forme plus ou moins prononcée.

Tel est le cas du libéralisme économique qui a confisqué égoïstement la valeur liberté pour justifier du droit de tout un chacun d'entreprendre, de s'enrichir sans contrainte, en oubliant évidemment au passage de préciser que cette liberté là condamne tous ceux qui se trouvent privés de cette faculté à s'enrichir - et forcément ils sont les plus nombreux -, à devoir au mieux se partager les restes, au pire à être sacrifiés pour alimenter la réussite de ceux qui prône cette liberté économique.

A chaque contrainte imposée, à chaque tentative d'assurer une simple régulation économique ou plus encore de s'immiscer dans le fonctionnement de l'économie, de la part et au nom d'un pouvoir collectif qu'il soit celui d'un régime politique, d'un syndicat, par des lois, par des règlements, par des normes ou par des plans, les libéraux considèrent qu'il s'agit d'une atteinte à la liberté d'entreprendre, sous entendu la liberté de s'enrichir.

Ce libéralisme économique décrit à juste titre par le socialiste algérien Aït Ahmed comme la liberté du renard libre dans le poulailler, est sous jacent de la société américaine depuis la fondation de cette nation à la fin du 18<sup>e</sup> siècle sur le rassemblement d'hommes et de femmes libérés de l'occupant mais dotés d'un statut social, d'un certain niveau de richesses et d'instruction. Ce libéralisme s'est renforcé tout au long du 19<sup>e</sup> et du 20<sup>e</sup> siècle sur l'idée

perverse que celui qui ne possède rien peut décrocher la fortune grâce à son seul courage, son travail opiniâtre. Le mythe de la conquête de l'ouest américain puis le cinéma d'Hollywood ont fait le reste pour le promouvoir, pour l'ériger en modèle.

Le libéralisme économique a conditionné les politiques intérieures et extérieures des USA, avec d'ailleurs ce paradoxe, si l'on se place du point de vue de la cohérence ou plutôt ici de l'incohérence, que pour se diffuser, pour se renforcer, le libéralisme a toujours eu besoin d'un cheval de Troie : celui des Etats Nation pourtant censés garantir l'équilibre d'une société démocratique et défendre tous ses citoyens, les nantis comme les plus démunis.

Sans la complicité du pouvoir politique, qu'il soit démocrate ou républicain, ce libéralisme n'aurait jamais pu se développer.

Le libéralisme économique fut ainsi exporté, infusé ou transfusé au nom de la liberté pour tous, pour servir uniquement en réalité celle des privilégiés, des classes dominantes.

Après s'être propagé aux States, après avoir massacré pendant des décennies les droits, les peuples, et les ressources de toute l'Amérique latine dont la seule faute fut de partager la même unité continentale, le libéralisme a eu plus de mal à s'imposer en Europe. Sur le vieux continent, la tradition, l'histoire avait construit des réflexes collectifs en même temps que des Etats forts.

Le droit des peuples à disposer d'eux même et non le droit de certains à disposer des peuples comme le voulait la tradition monarchique ou impériale, a forgé la culture des états européens au prix de tant de sacrifices, de guerres et de morts.

Ce n'est pas pour rien que la Révolution Française avait eu la sagesse d'adjoindre à la valeur liberté, les valeurs d'égalité et de fraternité. Car sans elles, sans la recherche de l'égalité et le recours à la fraternité, la liberté à elle seule, peut être effrayante humainement dans ses conséquences.

Le capitalisme industriel, par sa vision paternaliste comme par sa dérive totalitaire lui valant un affrontement permanent avec les organisations ouvrières fut aussi, pendant des décennies, un rempart contre l'expansion du libéralisme en Europe qui ne gagnait guère que la Grande-Bretagne.

C'est la raison pour laquelle, en Europe, le libéralisme économique se diffuse en coulisse, avançant à visage masqué, prenant possession en toute discrétion des outils nécessaires à son développement, à commencer par le détournement à ses fins de l'idée européenne, de la construction européenne. Le libéralisme a gagné progressivement les centres de décisions, les centres d'influence comme les médias, la culture, pour s'imposer progressivement comme une évidence. Une évidence au nom de la prétendue modernité qui reverrait tout le reste à l'archaïsme.

Aujourd'hui, il est bel et bien installé, à Bruxelles comme dans de nombreuses capitales. A Paris, sur le terrain politique, il a compris que le seul moyen de prospérer consistait à s'assurer de la complicité permanente du pouvoir en place. Or, depuis 1981, le temps de la Droite au pouvoir est révolu, l'alternance est de mise. Peu importe, la Droite lui était acquise en partie l'autre partie lui offrant un terrain propice, c'est à Gauche qu'il fallait assurer le coup. Mitterrand, ses éminents conseillers et des personnalités libérales promus au rang de décideurs, de modèles, avaient ouvert la brèche, la chute des régimes de l'Est avait servi de

prétexte pour l'amplifier, des années plus tard nous découvrons qu'il a gangrené la grande majorité du Parti Socialiste au pouvoir.

Entre le PS et l'ex-UMP, nous trouvons aujourd'hui le même mécanisme qu'entre le parti Démocrate et le parti Républicain aux Etats-Unis. Un bipartisme hégémonique entre des libéraux convaincus et des sociaux libéraux.

Dans nombre de pays européens, à commencer par l'Allemagne, la Grèce hier avant Syriza, ou l'Espagne avant Podemos, le même schéma s'est produit. La sociale démocratie est devenue sociale libérale.

La Gauche anti-libérale, fractionnée et divisée, tente de regagner l'espace toujours occupé dans l'esprit collectif par les partis sociaux libéraux qui se revendiquent de Gauche et se sont les partis populistes et les partis d'extrême droite qui s'engouffrent partout en capitalisant sur les conséquences, pour les peuples et les nations, des politiques libérales.

Cette posture opportuniste de l'extrême droite qui n'hésite plus par calcul à prendre des accents de gauche, sert le libéralisme dans le sens où ces partis sont utilisés comme des épouvantails par les partis libéraux pour s'assurer les victoires électorales et leur maintien au pouvoir au nom de la sauvegarde de la démocratie... et des libertés !

Tout est donc en place pour que le libéralisme vienne désormais assurer son triomphe en important des Etats-Unis pour l'imposer durablement en Europe, ses mécanismes et ses logiques, assurant au libéralisme sa pérennité. C'est l'objet du TAFTA.

### **Les enjeux du traité pour les libéraux...**

Plaçons-nous du point de vue des libéraux pour cerner les enjeux de ce traité.

Pour les libéraux, l'Etat n'a vocation à intervenir que dans des domaines précis : l'éducation, la protection des citoyens, la justice, la défense nationale. En matière économique il voit son rôle cantonné à garantir le bon fonctionnement de l'économie en s'assurant des conditions d'une concurrence libre et non faussée.

Pour tout le reste, l'Etat et ses ramifications publiques n'a pas de légitimité à intervenir autrement que comme un acteur économique sans privilège particulier et dans le plus petit nombre de domaines possibles. Dixit Turgot, Condillac ou Say.

Ils jugent inutile et dangereuse toute intervention supplémentaire de l'Etat, considérant que l'initiative privée est à même de suppléer avantageusement la plupart des fonctions de l'Etat.

L'Etat se doit de favoriser l'enrichissement individuel et intervenir comme arbitre dans les échanges économiques, soit pour s'assurer du respect des règles de concurrence, soit pour veiller au respect des contrats et traités signés. Il se doit également de gérer les biens publics et d'ouvrir des voies commerciales.

Tout au plus, aux yeux des libéraux de Gauche, l'Etat peut avoir une intervention qualifiée de « raisonnable et de limitée » dans l'économie pour assurer le plein emploi, la croissance et surtout pour accompagner les plus démunis, c'est-à-dire les victimes finalement du libéralisme économique. Ca frise le cynisme.

Transposer aujourd'hui cette définition donnée par Keynes lui-même dans les années 30 et vous constaterez que Hollande, Valls et Macron aujourd'hui, et hier Sarkozy, ne font pas autre

chose.

Quant à la fin des années 80, Madelin n'en demandait pas plus, la Droite le marginalisait et le PS le fustigeait. Que de chemin parcouru par le libéralisme en un quart de siècle !

Ce que l'on peut considérer comme une impuissance, un renoncement du gouvernement à intervenir dans l'économie est en fait une conception, une conviction non assumée publiquement.

Cependant, la crise de 2008 qui sévit toujours est venue modifier le rôle assigné à l'Etat par les libéraux. Cette crise qui a été générée par les mécanismes mêmes du libéralisme a percuté fortement l'économie au point d'en menacer l'un de ses piliers : les banques et les réseaux financiers.

Les Etats ont alors été priés, à coups de fonds publics, de sauver les banques et de soutenir les marchés. Dans la foulée et pour relancer l'économie, ils ont été utilisés, comme en France aujourd'hui, pour financer directement les entreprises par le biais d'allègement de charges et d'impôts. C'est l'objet du CICE et du Pace de responsabilité. Des milliards d'argent public offerts au privé devaient servir à relancer la croissance par la création d'un million d'emploi. Ils ont en fait et en grande partie été détournés pour renforcer les marges et donc les retombés pour les actionnaires des grands groupes qui n'avaient pas forcément souffert de la crise.

On le voit bien, les libéraux, au-delà de leur doctrine de base tiennent un double discours. La privatisation des profits et la collectivisation des pertes. L'Etat n'est utile dans l'économie que lorsque l'économie va mal.

Regarder les positions prises par la FNSEA dans le domaine agricole, tout est là.

Le libéralisme qui à bien des égards est beaucoup plus pervers et insidieux que le capitalisme n'en est pas ici à sa seule contradiction. Au nom de la liberté, la fin justifie en effet les moyens.

C'est ainsi que dans le temple du libéralisme économique, aux Etats-Unis même, les moyens de l'Etat sont utilisés pour aller espionner partout dans le monde ce qui peut renforcer le pouvoir dominant ou les intérêts des sociétés américaines. Il ne se contente pas d'ouvrir des voies commerciales, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, il fomente des coups d'Etat, soutient des dictateurs, isole les pays aux régimes jugés hostiles, décent des pouvoirs démocratiquement élus, déclenche des guerres et occupe des pays au gré des intérêts de ses multinationales. L'Irak en est l'un des exemples les plus significatifs.

L'Etat américain se charge également de jouer allègrement avec les barrières douanières, les critères et les normes, pour réguler le marché intérieur toujours au profit des sociétés américaines. Désormais il utilise également la voie judiciaire en assignant en justice les sociétés étrangères concurrentes.

En économie, on appelle cela du protectionnisme c'est-à-dire le contraire de ce que prône le libéralisme. Car avec un tel pouvoir et de tels moyens derrière elles, aucune concurrence libre et non faussée avec les sociétés américaines n'est possible.

Le TAFTA vient finir le boulot.

### **Les services publics...**

A cette conception du rôle et de l'utilité de l'Etat dans un cadre libéral, s'ajoute un autre enjeu : les services publics.

Patrimoine collectif, les services publics permettent aux citoyens de disposer de services nécessaires à leur vie quotidienne, quel que soit leur revenu, leur situation, soit

gratuitement, soit à un tarif adapté aux moyens dont disposent les usagers, le reste du coût étant pris en charge par la société, donc par la solidarité nationale.

L'objectif est par conséquent de libérer une partie de ces services, parce qu'ils peuvent être rentables, pour les placer sur le marché. Ces services publics deviennent alors des services à certains publics et leur financement sort du domaine de la solidarité nationale, via le financement public permis par l'impôt, pour s'adosser à l'utilisateur devenu client. Là où la collectivité finançait un service pour tous, les clients les financent en excluant au passage ceux qui n'ont pas les moyens d'y accéder.

A quelques rares exceptions comme la Police Nationale (et encore le marché de la protection et de la sécurité est en plein développement), l'armée (et encore aux Etats Unis les armées privées sont en plein essor), les pompiers (là évidemment ce n'est pas intéressant) et bien entendu les services sociaux et fiscaux, tous les services publics sont destinés, dans la logique libérale, à être privatisés.

Le TAFTA confirme clairement cette voie. Une commune organisant un service public pourrait se voir assignée en justice si une entreprise privée souhaite intervenir sur le même secteur d'activité puisque, du point de vue libéral, la concurrence devient dès lors faussée.

Les services publics, l'esprit de service public, doit céder le terrain au profit de la logique de rentabilité, de la logique commerciale, de la logique marchande.

En France, et sans attendre le TAFTA, sous couvert de réduire le déficit public, notion tout à fait libérale, en appliquant l'austérité, la machine est en marche.

Les services publics sont de moins en moins nombreux, de plus en plus éloignés de ceux qui n'habitent pas dans les grandes villes, et de moins en moins accessibles avec des horaires d'ouverture qui se réduisent (la CAF, la Sécurité sociale, les services fiscaux...) prenant souvent prétexte de la dématérialisation, du développement d'Internet.

Des services publics à qui l'Etat demande de se gérer comme des entreprises privées, avec des ratios comptables bien loin de leur vocation, et que l'on laisse en proie à la concurrence du secteur privé. C'est l'exemple de la santé avec la rationalisation imposée aux hôpitaux publics et le développement des cliniques privées. C'est aussi l'exemple des transports ferroviaires. Sans oublier le détournement du mouvement mutualiste au profit des assurances privées.

Dans le domaine de l'enseignement supérieur, l'autonomie des établissements et la recherche de leurs propres financements, notamment par recours aux entreprises privées, a été actée par la loi sous un gouvernement de Droite. La réforme des collèges portée aujourd'hui par un pouvoir dit de Gauche acte l'autonomie des établissements qui ouvre la voie à la compétition entre eux. Au lieu d'agir pour que tous les élèves puissent bénéficier d'une qualité d'enseignement en adéquation avec leurs besoins et leurs capacités, le pouvoir engage les collèges dans une autonomie de gestion qui mènera à la dislocation de l'Education Nationale à l'échelle territoriale.

Or l'autonomie peut certes conduire à l'excellence mais non à la satisfaction égalitaire, dans l'esprit de service public, des besoins des jeunes français. La preuve :

En cette rentrée universitaire, 65.000 étudiants sont laissés à la porte des universités n'ayant aucune proposition de filière conforme à leur demande et leur formation. Le président de la conférence des présidents d'université le dit clairement : « Nous sommes au bout du rouleau ».

Là encore, à qui bénéficie la carence de l'Etat : aux établissements d'enseignement privés qui fleurissent dans le supérieur. Ainsi pour les familles qui ont les moyens de payer des places dans le privé ce n'est pas un problème, pour les autres, cela signifie tout simplement la fin contrainte des études et une arrivée prématurée sur le marché du travail.

Et face à cela, l'une des solutions envisagées par les conseillers du pouvoir consiste non pas à augmenter le nombre de places en université ou à créer de nouveaux établissements, mais à augmenter les tarifs d'inscription pour diminuer le nombre de demandes.

Dans d'autres domaines, des services publics sont confiés, par délégation, à des sociétés privées ou à des entreprises publiques privatisées qui en profitent pour augmenter les tarifs afin de dégager des bénéfices et qui ont tendance à cibler, à trier, entre les publics pour s'adresser à ceux qui ont des moyens et en délaissant les autres. C'est l'exemple des services postaux (les communes étant priées de financer la présence postale dans des zones jugées pas assez rentables), des services de l'énergie (gaz, électricité...), du stationnement et des autoroutes avec les multinationales qui se goinfrent au passage avec la complicité de l'Etat sur le dos des usagers.

Toutes les directives et traités européens ont dans le collimateur les services publics, héritage de la République et de la Libération, parce qu'ils sont considérés comme des freins à la liberté des entreprises à pouvoir s'enrichir davantage. L'Europe est libérale, tout doit être marchand.

Tout ce qui peut se vendre ou s'acheter, tout ce qui peut dégager de l'argent, du profit, semble devoir sortir du domaine public pour être confié au privé, au marché.

Enfin, considérant que la protection de l'environnement ne peut passer que par des contraintes imposées aux entreprises comme aux particuliers, il faut admettre que toute politique en matière de développement durable est, en elle-même, anti libérale, sauf bien entendu s'agissant des entreprises privées qui ont investi ce secteur d'activité comprenant qu'il était aussi fortement porteur en matière de retombées économiques et d'image.

Le principe du pollueur payeur, le principe d'une taxation quelconque sont des principes fortement anti-libéraux.

Ajoutons à cela deux considérations supplémentaires pour rappeler d'une part que la pauvreté et les inégalités sont inhérentes au fonctionnement même du libéralisme et que, d'autre part, le libéralisme ne craint que la lumière parce qu'il ne peut prospérer qu'à l'ombre, nous comprenons mieux le secret entourant la préparation du TAFTA.

### **Le TAFTA...**

Ces négociations préparent un grand supermarché unique, commun, entre l'Europe libérale et l'Amérique libérale dont les conséquences seraient désastreuses pour notre modèle économique et social français déjà fortement mis à mal. Quant à l'Europe sociale, elle deviendrait d'un coup une Chimère...

- En matière alimentaire, les normes plus restrictives en Europe qu'aux Etats-Unis pour l'utilisation de pesticides, d'additifs toxiques, d'OGM, d'hormones pourraient être condamnées devant les tribunaux comme des barrières commerciales au libre échange.

- En matière d'emploi, l'inspection du travail ou les codes du travail deviendraient illégaux tout comme les CDI et les préavis de licenciement.
- En matière de santé, des assurances privées pourraient attaquer les mutuelles ou la sécurité sociale pour concurrence déloyale.
- En matière d'énergie et d'eau, les grands groupes pourraient s'en prendre à des municipalités qui municipalisent ces secteurs ou qui maintiennent une régie publique.
- En matière de service public, toute entreprise pourrait intervenir en concurrence du secteur public et pourrait assigner en justice toute réglementation pouvant apparaître comme une entrave à la liberté d'entreprendre.
- Enfin, en matière de démocratie, toute multinationale pourrait porter plainte contre un gouvernement dont les décisions seraient de nature à nuire à leur activité, donc à leurs profits.

### **Conclusion, la contre attaque démocratique...**

Et bien quel tableau ! Ca fait froid dans le dos ! Que faire ?

Agir bien entendu car les deux ennemis mortels du libéralisme sont l'action publique et la solidarité.

Le libéralisme ne s'assume pas, il ne peut pas s'assumer sans apparaitre sous son vrai visage et être ainsi démasqué pour ce qu'il est : une machine inégalitaire qui oppose les gens, les peuples, les individualisant pour leur couper leur capacité de rébellion, de réaction. Une machine au service de privilégiés, des castes dominantes qui ne sont jamais rassasiées.

Mais le libéralisme porte en lui les germes de sa propre destruction : ses contradictions...

La recherche du profit, la liberté totale de s'enrichir sans limite induit fatalement la concentration et la concentration porte en elle l'impossibilité de maintenir un marché libre et non faussé.

L'activité économique étant en évolution perpétuelle, de nouvelles pratiques, de nouveaux marchés s'ouvrent et se ferment. Aujourd'hui « l'uberisation », « l'I Commerce », les nouvelles technologies apportent au libéralisme un nouveau terrain d'enjeux. Un terrain d'autant plus propice qu'il repose sur l'initiative individuelle. Ces start-up symbolisent le libéralisme triomphant mais leur croissance exponentielle les conduits à devenir rapidement des monstres qui prennent des positions plus que dominantes puisqu'elles frisent le monopole.

Partant du principe que le libéralisme est contraire à l'intérêt de l'homme et des sociétés humaines, partant du principe qu'il est anti-démocratique en cela qu'il détourne et se joue de la démocratie pour servir ses intérêts, la contre attaque doit s'organiser au niveau de la société, au niveau collectif.

Tout d'abord par la prise de conscience du peuple des dangers et des réalités du libéralisme, de ses conséquences présentes et à venir sur la situation de la grande partie de la population. Une prise de conscience qui passe par démasquer les acteurs réels, les promoteurs et les serviteurs de ce libéralisme.



Ensuite par l'action collective, l'action citoyenne, le réveil de la solidarité et de la fraternité pour combattre les inégalités et tendre vers l'égalité.

Ils ont aujourd'hui le pouvoir, nous avons le nombre. Cette formule bien connue résume bien à mon sens la position des forces en présence. La démocratie demeure notre plus belle arme, utilisons là.

Dans les différents contacts que nous avons chaque jour, dans le cercle privé, au travail, à travers les initiatives que nous organisons ou encore sur les réseaux sociaux, c'est là que se joue la bataille de l'opinion, nous devons être présents et parler. Parler pour informer, parler pour dénoncer, parler pour sensibiliser, parler pour convaincre et parler pour agir.

Cette présence active, cet activisme, cette proximité comme cette constance demeurent nos principaux atouts.

L'étude de l'histoire universelle le démontre, rien n'est inéluctable, rien n'est écrit. De la lutte naît l'espoir et l'espoir déplace les montagnes !